

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 162 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2918 - Prix : 1€

Il faut un parti ouvrier, communiste et révolutionnaire !



Les résultats de
Lutte ouvrière

Page 3

Rassemblement national :
déjà à plat ventre devant
le grand patronat

Page 5

Front républicain : à la
rescousse des Borne et
Darmanin

Page 6

ÉDITORIAL

Il n'y aura pas d'issue sans un parti ouvrier communiste révolutionnaire

Nous remercions les électeurs qui ont voté au premier tour pour un des candidats de Lutte ouvrière. Ils ont exprimé la conscience et la fierté d'appartenir au monde du travail et ils ont affirmé les intérêts des travailleurs. Ils ont eu raison.

Ce courant de 350 000 personnes est encore modeste. Et en l'absence d'un véritable parti ouvrier, le monde du travail se perd dans la recherche d'un sauveur suprême qui n'existe pas.

Ce sauveur suprême a longtemps été cherché à gauche. Aujourd'hui, beaucoup de travailleurs le voient dans le Rassemblement national. C'est une voie mortelle pour la classe ouvrière.

Le RN, comme tous les partis en compétition pour gouverner, est respectueux de l'ordre capitaliste et fondamentalement dévoué à la grande bourgeoisie qui détient le monopole des usines, des banques et des chaînes de distribution. Il véhicule les idées les plus réactionnaires : le racisme, la xénophobie, l'oppression des femmes.

Le plus grave est que ce nouveau postulant au rôle de sauveur suprême dresse les travailleurs les uns contre les autres en fonction de leurs origines, les divise et les affaiblit, à un moment où le monde du travail a encore plus besoin de son unité pour les combats à venir contre ses ennemis mortels, le grand patronat, les maîtres des grandes entreprises et de la finance.

Alors, il est exclu qu'un travailleur conscient vote RN. Il n'est évidemment pas question de voter pour un candidat de Macron qui a piétiné le monde ouvrier.

Les électeurs de Lutte ouvrière peuvent vouloir voter pour un candidat du Nouveau Front populaire contre le RN. Si c'est le cas, ils peuvent le faire sans en être gênés. Ils ont exprimé au premier tour ce qu'ils pensaient de ces politiciens, leur rejet de ces partis qui, à chaque fois qu'ils ont gouverné, ont trahi leurs propres promesses pour se soumettre aux volontés de la bourgeoisie, et ont ainsi tant fait pour rapprocher le RN du pouvoir gouvernemental.

Quant à ceux qui n'ont pas envie de donner quitus aux candidats de la gauche, y compris à des ex-ministres et ex-président, ils peuvent aussi sans remord se passer d'aller voter et exprimer de cette façon leur défiance vis-à-vis de l'ensemble de la caste politique de la bourgeoisie et des institutions de l'État.

La société capitaliste ne fonctionne bien que pour les plus riches, pour les milliardaires, pour la grande bourgeoisie, alors que le monde du travail doit suer profits et dividendes pour ces quelques privilégiés qui ne respectent ni les hommes ni la planète. Pour que cela change, il faudra la force et l'unité des travailleurs, mobilisés contre la grande bourgeoisie, se battant avec leurs propres armes, celles de la grève de masse et des occupations d'usines.

Demain, l'extrême droite et les racistes se sentiront plus forts et autorisés à dénigrer et attaquer non seulement les travailleurs immigrés, mais aussi tous ceux qui contestent l'exploitation. Mais il y a une chose qu'ils ne nous enlèveront pas : c'est notre rôle indispensable dans l'économie, c'est le fait que les travailleurs font tout tourner dans cette société. Ils sont au cœur de la production, des transports, du commerce, des banques, des services publics. Le patronat a besoin de nous tous et cela nous donne le moyen de nous battre et de nous faire respecter.

Il faut un parti regroupant des travailleurs de toutes nationalités et origines, derrière un programme défendant leurs intérêts quotidiens et pour le renversement du capitalisme.

Il faut un parti qui renoue avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier, construit sur l'idée fondamentale qu'il y a deux classes opposées dans la société : la bourgeoisie et la classe ouvrière, et que le combat des travailleurs ne cessera que lorsque la bourgeoisie sera renversée. Un parti qui affirme que celles et ceux qui font fonctionner la société doivent la diriger.

Oui, le parti de la classe ouvrière doit être un parti révolutionnaire : il en va de l'avenir de l'humanité toute entière car la perpétuation de l'ordre bourgeois est en train de nous enfoncer dans les crises, les guerres et la barbarie.

Alors, travailleurs, n'ayons pas peur. Resserrons les rangs et organisons-nous dans un parti ! Dans le passé, la classe ouvrière a mené de grandes luttes. C'est riche de cette histoire qu'il faut reconstruire un véritable parti ouvrier communiste, révolutionnaire et internationaliste !

Nathalie Arthaud

Les résultats de Lutte ouvrière

Le 30 juin, Lutte ouvrière présentait des candidats dans 550 circonscriptions, dont sept dans l'île de La Réunion, une à Mayotte, une en Guyane, et cinq en commun avec Combat ouvrier en Martinique et en Guadeloupe. Nos candidats totalisent 352 856 voix, soit 1,14 % des suffrages exprimés dans ces 550 circonscriptions.

En juin 2022, lors des précédentes élections législatives, nos 554 candidats avaient totalisé 229 810 voix (1,04 %) et, en juin 2017, aux élections précédentes, 159 470 voix (0,72 %).

Nous obtenons nos meilleurs résultats dans la 1re circonscription de l'Ariège, où Gisèle Lapeyre obtient 7,27 %, dans la 3e de l'Eure-et-Loir, où Vincent Chevrollier obtient 6,87 %, et dans la 4e de Guadeloupe, où Jean-Marie Nomertin, qui se pré-

sentait au nom de Combat ouvrier, obtient 6,41 %. À La Réunion, nous doublons notre score par rapport à 2022. Nous totalisons 4984 voix dans les 7 circonscriptions contre 2484. À Mayotte, où Mikhaël Saify était le seul à dénoncer les discours xénophobes contre les migrants comoriens, il obtient 3,99 %. Lutte ouvrière a eu plus de 1 % des voix dans 314 circonscriptions.

Ces résultats modestes témoignent d'abord de l'effort militant de notre organisation, dans le contexte d'une campagne précipitée. En effet, quelque 15 millions de nos circulaires, qui n'ont pu être livrées à temps, ont été refusées par les préfetures, privant ainsi les électeurs de notre propagande dans les 153 circonscriptions concernées. Par ailleurs, dans 82 circonscriptions, nos bulletins de vote ont également été

refusés, et nos militants ont dû les distribuer dans plusieurs milliers de communes, souvent rurales et éloignées, par exemple dans l'essentiel de l'Occitanie. Enfin, en raison des moyens limités dont dispose Lutte ouvrière, nous n'avions fait imprimer des bulletins de vote que pour 50 % des électeurs et, en raison de la forte participation, nos bulletins ont manqué dans certains bureaux et dans certaines communes, dimanche 30 juin en fin de journée.

Dans une situation marquée par la poussée de l'extrême droite dans le monde du travail, et par la pression du vote pour les candidats du Nouveau Front populaire, les résultats de Lutte ouvrière, montrent que, même s'il reste très minoritaire, le courant qui défend la perspective communiste et révolutionnaire se maintient dans le pays.

Échos de campagne

Plusieurs électeurs de gauche se sont déclarés prêts au 1er tour de cette élection à voter pour nos candidats, écoeurés par les combines politiques des partis de gauche.

Un militant du PCR de Saint-

Benoît opposé à l'alliance de son parti avec la représentante du maire macroniste Selly de sa ville, Chane-Kaye-Bone.

Des travailleurs de Sainte-Suzanne interdits devant la décision

du maire PCR, Gironcel, de soutenir dans cette élection son principal opposant, Alexandre Laï Kane Cheong dans l'espoir que celui-ci ne se représente pas face à lui au prochain scrutin municipal de 2026.

Un soutien inattendu

Lors des dernières élections législatives, un employeur a pris l'initiative de réunir ses salariés autour d'un pot pour leur dire qu'il ne fallait pas voter pour Lutte Ouvrière. Nous tenons à le remercier pour cette publicité inattendue. En effet, faute de moyens, nous n'avons pas pu entrer en contact avec tous ses salariés. Grâce à lui, ils ont appris que le camp des travailleurs avait des candidats dans la cinquième circonscription.

Cette intervention a eu un effet contraire à celui escompté par l'employeur. Un de ses salariés, touché par la manipulation évidente, nous a contactés pour exprimer sa

solidarité. Il nous a fièrement déclaré qu'il voterait pour le camp des

travailleurs.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 7 JUILLET de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 13 JUILLET de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 19 JUILLET de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 20 JUILLET de 8H30 à 10H00**

Le succès du RN : ce qui a ouvert un boulevard à l'extrême droite

Le 30 juin, le RN de Le Pen et Bardella a recueilli plus de dix millions de voix et 34 % des suffrages après avoir été largement en tête des élections européennes. Il est en passe d'obtenir une majorité de députés au Parlement et de former un gouvernement.

Le RN a réussi à agréger à la clientèle traditionnelle de l'extrême droite, militaires, policiers, nostalgiques des colonies, petits patrons haineux, catholiques traditionalistes, etc., une fraction importante de l'électorat ouvrier.

Comment en est on arrivé là ? Pendant plus d'un siècle, les partis de gauche ont pris des responsabilités politiques dans la gestion de la société capitaliste. Les partis de gauche, PS et PCF avaient hérité de ces responsabilités grâce au travail de générations de militants ouvriers depuis le 19e siècle, au cours de durs combats et de vies entières dévouées à la défense de leur classe. Malgré les trahisons des directions politiques, l'union sacrée en 1914 pour les unes, le stalinisme pour les autres, les militants des usines et des quartiers populaires avaient continué à structurer la classe ouvrière.

Dans les années 1950 et les décennies suivantes, tout travailleur avait dans sa famille ou chez ses voisins un militant ouvrier, cultivé, or-

ganisateur. Chaque apprenti, en entrant à l'usine, rencontrait un militant syndical qui lui expliquait le monde et les classes sociales. Et ces militants se retrouvaient dans les mairies, les associations, les comités de locataires, les maisons de la culture, les fanfares et les bibliothèques.

En même temps, l'intégration, poussée jusqu'à devenir complète, des appareils politiques et syndicaux dans la société bourgeoise faisait son œuvre. Après avoir remplacé l'internationalisme par le patriotisme, l'espoir de la révolution par les élections, la dignité par les compromissions, après avoir choisi la métropole contre les peuples coloniaux en révolte, le PS puis le PCF ont de plus en plus converti les militants bénévoles en animateurs appointés par les municipalités, les associations et organismes divers. Au lieu d'aider la classe ouvrière à s'organiser, ils lui ont demandé de bien voter et cela devait suffire. Enfin, après avoir œuvré des années durant pour faire élire un gouvernement de gauche, les militants ouvriers ont dû à partir de 1981 soutenir des « camarades ministres » qui, pourtant, gouvernaient pour le grand patronat.

Les militants à qui on a demandé au fil des gouvernements de gauche d'approuver et de faire approuver par leurs camarades de travail le blocage

des salaires, les licenciements massifs, les privatisations, le forfait hospitalier, les flots de propagande propatronale ont ainsi perdu tout repère politique. Nombreux sont ceux qui ont arrêté toute activité politique et même syndicale, si ce n'est une activité purement électoraliste bien impuissante à conjurer la dégradation des conditions de vie et de travail de la population.

Ce recul militant fait que des millions de travailleurs n'ont jamais rencontré de militant ouvrier en chair et en os ayant un minimum de boussole politique. Ce vide, aggravé par le passage de Hollande au pouvoir, la morgue de Macron, le fait que la gauche a contribué par deux fois à faire élire ce dernier, ont déroulé un tapis rouge au RN. La haine, justifiée, de Macron et des siens, le fait que la gauche s'y est pratiquement assimilée, conjugués aux éternelles illusions électorales, conduisent dans ces conditions au vote RN. Ainsi, dans une des fractions les plus opprimées de la classe ouvrière, le vote pour des bonimenteurs capables de faire des promesses mais défenseurs fanatiques du capitalisme et de tout ce qui tient les prolétaires en tutelle est devenu un « vote ouvrier ».

La classe ouvrière doit retrouver sa conscience, ses militants et son organisation.

Le discours puant de l'extrême droite

Malgré les efforts désespérés de Marine Le Pen et de Bardella de présenter un visage lisse et normalisé à leur politique, on a pu entendre ici et dans l'Hexagone des propos sortis de la bouche de leurs candidats qui nous rappellent utilement à quelles sources empoisonnées ils s'abreuvent et veulent intoxiquer la population.

Ainsi sur le plateau de Réunion la Première, alors qu'elle participait à une émission politique pour la campagne du 1er tour des législatives, la candidate Reconquête de la 6ème circonscription a déclaré qu'il y a « trop

d'Africains et de musulmans à La Réunion ».

Pas en reste, le maire RN de la Plaine des Palmistes, Johnny Payet, avait déclaré peu avant que « l'esclavage, c'était une façon de vivre avant », « qu'il fallait arrêter de parler de l'esclavage » et que lui-même ne fêtait pas le 20 décembre, date anniversaire de l'abolition de l'esclavage dans l'île en 1848.

Pour l'extrême droite, l'esclavage ou le génocide des Juifs sont des « détails de l'histoire » (comme l'avait déclaré en 1987 le fondateur

du Front national, Jean-Marie Le Pen).

L'extrême droite a toujours justifié la dictature, la violence des riches contre les travailleurs et les opprimés. Elle sert d'ultime recours aux capitalistes quand leur système tangué à force de contradictions et parce qu'il ne cesse d'accroître les injustices partout dans le monde, pour mettre au pas par la violence pauvres et travailleurs qui tenteraient de renverser ce système honni.

Rassemblement national : déjà à plat ventre devant le grand patronat

Plus le RN s'approche du pouvoir, plus il cherche à démontrer au grand patronat qu'il sera, comme tous ses prédécesseurs, un fidèle serviteur des intérêts capitalistes.

Le RN ayant besoin des voix populaires pour s'imposer, il n'a pas lésiné ces dernières années sur les déclarations hostiles à l'« oligarchie financière » ou aux « superdividendes », au moins autant pour gagner des voix ouvrières que pour gagner celles des petits patrons. C'est à ceux-ci que Marine Le Pen s'adressait, il y a quelques années, quand elle opposait « les faux patrons sortis des grandes écoles » aux « vrais patrons, ceux des PME- PMI ».

C'est le propre de tous les démagogues de dire à leurs électeurs ce qu'ils ont envie d'entendre. Mais, du moment où le RN a commencé à envisager sérieusement une arrivée au pouvoir à l'élection présidentielle de 2027, ses cadres ont, plus ou moins discrètement, commencé à rencontrer

les milieux d'affaires. C'est ainsi qu'à l'automne dernier, Marine Le Pen s'est affichée dans un luxueux restaurant parisien avec Henri Proglgio, ex-patron de Veolia, ou que Jordan Bardella est allé au même moment « parler avec la France qui réussit » dans un colloque organisé par l'école de commerce HEC. À la veille des élections européennes, Bardella est allé s'agenouiller devant le Medef pour faire allégeance, en compagnie de la rassurante figure d'Éric Ciotti.

Après la dissolution de l'Assemblée, le RN a changé de braquet et expliqué que Jordan Bardella, qui « compose son gouvernement », est à la recherche d'un ministre de l'Économie capable de « rassurer les marchés », c'est-à-dire les spéculateurs du CAC 40 et les banquiers.

Le RN qui a longtemps prospéré sur son prétendu rejet du « système des grands partis », se félicite maintenant d'avoir fait alliance avec une partie des LR. A la recherche d'un ministre de l'économie adoubé par le patronat, il aurait approché



Henri de Castries, ancien PDG d'AXA, ou le banquier d'affaires Philippe Villin, spécialiste des fusions-acquisitions.

Que ces bourgeois acceptent ou non de gouverner avec le RN, le seul fait que ce parti les sollicite en dit long sur ce qu'il sera une fois arrivé au pouvoir : servile avec le patronat, impitoyable avec les travailleurs.

Le patronat et ses exigences

Alors que les partis de droite, d'extrême droite et de la gauche gouvernementale étalent leurs promesses fallacieuses à l'égard des travailleurs et des classes populaires pour leur arracher le maximum de voix, le Medef Réunion leur rappelle ce qu'il attend d'eux une fois élus au parlement.

Didier Fauchard, son président, a ainsi déploré une énième fois, avant le 1er tour des législatives, que « l'Outre Mer est le grand oublié des programmes ».

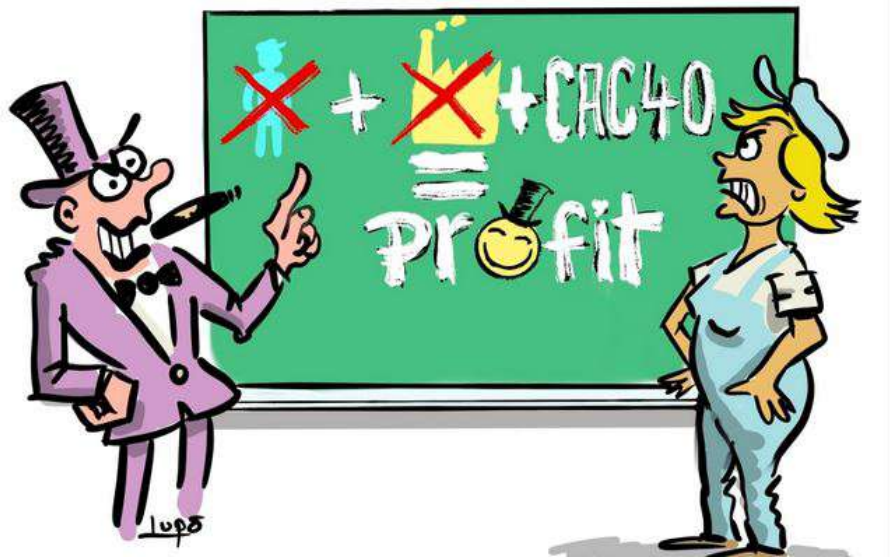
Il a déclaré qu'il n'avait « rien vu qui réponde aux questions spécifiques de l'île. À savoir l'octroi de mer, les aides à l'investissement et les exonérations de cotisations sociales ».

Quel manque de reconnaissance pour tous ces politiciens qui, quelques soient leurs étiquettes, se sont battus comme de beaux diables

toutes ces années pour justement permettre aux patrons réunionnais de profiter d'avantages supérieurs à leurs homologues hexagonaux en matière de réduction de cotisations sociales patronales, d'aide à l'importation d'intrants et d'exportation de produits fi-

nis, crédit d'impôts, subventions aux investissements et aux dépenses de recherche, etc.

Mais finalement rien d'étonnant de la part d'un représentant de la classe capitaliste qui s'adresse à ses larbins !



Contre le racisme : l'unité de la classe ouvrière

Dans sa recherche à tout prix d'une audience électorale, le RN a spéculé sans scrupules sur tous les préjugés, sur le racisme et la xénophobie.

Se faire la caisse de résonance des rancœurs opposant une partie de la population pauvre à l'autre s'est révélé payant électoralement et le RN en a fait son fonds de commerce.

Il met donc aujourd'hui en avant un programme discriminatoire proposant de priver une partie de la population laborieuse, immigrée ou possédant une double nationalité, de ses droits. Ce sont des mesures odieuses que, s'il parvient au pouvoir, il mettra probablement bien plus en œuvre que ses promesses en matière sociale, sur les retraites par

exemple, auxquelles la bourgeoisie s'opposera.

Enlever des droits à une partie des travailleurs n'apportera rien de plus aux autres. Les promesses du RN en matière sociale se révéleront rapidement pour ce qu'elles sont : du vent. Mais le plus grave est que la démagogie du RN introduit ou aggrave une division mortelle entre les travailleurs, dans les entreprises où ils se côtoient. Et cela ne gêne certes pas la bourgeoisie, tant il est vrai que tout patron a dans son ADN le fait de tenter de diviser ses travailleurs en usant de tous les prétextes possibles.

Le RN a distillé, entretenu et alimenté des préjugés qui dressent une partie des travailleurs contre les autres. C'est cette division qui peut

devenir durable et affaiblir la classe ouvrière, alors que face au patronat, pour défendre ses salaires, ses emplois, ses conditions de travail, son unité lui est indispensable. C'est aussi ce poison dans sa conscience qui peut empêcher la classe ouvrière de devenir une force capable de renverser le capitalisme, d'assumer le rôle révolutionnaire qui est le sien et d'offrir une perspective à la crise de la société. Il faut des femmes et des hommes qui s'attachent à combattre ce poison du racisme et lui opposent les idées de la lutte de classe, la conscience de l'opposition irréductible, la seule véritable, entre les exploités capitalistes, fauteurs de pauvreté et de guerre, et les travailleurs de tous les pays.

Front républicain : à la rescousse des Borne et Darmanin

Dès 20 heures dimanche 30 juin, devant les caméras et micros de plusieurs chaînes, Jean-Luc Mélenchon s'est empressé d'appeler les candidats du Nouveau Front populaire à se retirer s'ils se trouvaient en troisième position dans une triangulaire où le Rassemblement national pourrait l'emporter.

LFI, PS, PCF et écologistes ont donc appelé à constituer ce qu'ils appellent un Front républicain. Dimanche soir, Macron l'a fait aussi, dans l'espoir d'amoinrir sa défaite grâce à des reports de voix de gauche sur ses candidats même si, au sein de son camp, beaucoup ont exprimé un point de vue différent.

En fait, ce vocable de Front républicain recouvre une énorme escroquerie politique. Concrètement, il s'agit d'appeler les électeurs populaires à voter pour des gens qui sont leurs ennemis, au prétexte de faire barrage à l'extrême droite. Pour juger de la solidité d'un tel barrage, il suffit de rappeler qu'il y a deux ans Ciotti disait « Jamais avec le Rassemblement national », avant de décider de faire alliance avec lui au lendemain du 9 juin.

Ce Front républicain aboutit, par

exemple dans la 6e circonscription du Calvados, à ce que le candidat du Nouveau Front populaire se désiste en faveur d'Élisabeth Borne, qui a mené toutes sortes d'attaques contre les travailleurs durant sept ans comme ministre, puis Première ministre de Macron. Même chose dans le Nord, où le secrétaire du PS de Tourcoing appelle à « voter pour le candidat de la majorité présidentielle », un certain Gérald Darmanin. En clair, le PS se range derrière ce ministre de l'Intérieur qui n'a cessé de faire du Le Pen contre les migrants et les travailleurs immigrés, qui a justifié toutes les « bavures » policières contre des jeunes ou des manifestants, et pas seulement des gilets jaunes.

Ces partis du Nouveau Front Populaire n'hésitent pas, comme on le constate, à cracher au visage de leurs électeurs, des salariés et plus largement de tous ceux qui rejettent par millions la réforme des retraites voulue par le patronat et imposée par Élisabeth Borne. L'accord ayant donné vie au Nouveau Front populaire fait que tous les partis qui le composent sont ainsi solidaires de cette attitude, y compris le NPA « anti-

capitaliste » de Poutou-Besancenot, qui a cru bon de se joindre à ce triste attelage.

On voit que, au nom du Front républicain, la caste politique, notamment à gauche, n'est pas gênée d'appeler à voter pour des personnages dont toute la politique antisociale au gouvernement a ouvert un boulevard à l'extrême droite.

La République qu'ils défendent est bien celle de la bourgeoisie.



Manifestation contre la réforme Macron-Borne des retraites, en mars 2023

Médias et extrême droite : la liberté d'expression des milliardaires

Bien des médias, journaux, radios ou chaînes de télévision sont sous la coupe de milliardaires, dont certains ne se privent pas d'y diffuser leurs opinions d'extrême droite.

C'est le cas du groupe Bolloré. Le milliardaire breton, qui a fait fortune dans la Françafrique, catholique affiché, a tout d'abord fait main basse sur le groupe Canal+, incluant C8, Cnews et CStar. Récemment, en prenant possession du groupe Lagardère, il a avalé Paris Match, Europe 1 et le Journal du dimanche, les transformant en fer de lance d'une propagande réactionnaire.

Les invités des émissions politiques et autres « talk-shows » des médias de Bolloré font ainsi partie, en toute pluralité, de l'éventail allant de l'extrême droite à la droite extrême. Les émissions ou journalistes

récalcitrants ont été à chaque rachat priés d'aller voir ailleurs.

C'est aussi ce qui vient d'être dit en substance aux journalistes de Marianne, qui vient de passer sous le contrôle d'un autre milliardaire catholique réactionnaire, Pierre-Édouard Sterin, très proche de Bolloré.

Beaucoup s'émeuvent, et on les comprend, du développement de ce pôle médiatique d'extrême droite. Ils le font au nom de la liberté de la presse et de la liberté d'expression. Mais sous le capitalisme, la liberté de la presse n'a jamais été et ne sera jamais que la liberté des capitalistes de posséder la presse, afin de s'enrichir et de contrôler l'opinion. C'est ainsi que les médias sont unanimes pour défendre l'ordre bourgeois, la guerre en Ukraine, en Palestine et sur

le terrain social, face aux travailleurs qui osent relever la tête.

Bolloré n'est pas une exception. Pendant longtemps, le groupe Hersant, possédait une grande partie de la presse, régionale et nationale. Le marchand d'armes Dassault a pris sa relève et possède Le Figaro. L'armateur Saadé, propriétaire de la CMA CGM, vient de s'offrir BFM-TV et RMC, rachetés à Drahi, dirigeant de SFR, qui conserve Libération. Les Échos et Le Parisien appartiennent à Bernard Arnault, le groupe Le Monde à Xavier Niel, dirigeant de Free. Selon un organigramme publié par le Monde diplomatique, une trentaine de familles de la grande bourgeoisie se partagent les médias. Voilà ce qu'il en est de la liberté de la presse sous le capitalisme.

Racisme : hypocrisie d'État

Une séquence d'Envoyé spécial diffusée le 20 juin montrait des proches du RN s'en prenant à leur voisine noire. Le 24 juin, le garde des Sceaux, Éric Dupond-Moretti, décidait de suspendre la femme du couple d'électeurs RN de ses fonctions dans un tribunal.

Le ministre en a profité pour proclamer : « La haine n'aura jamais sa place dans nos tribunaux. » Mais c'est bien parce que les ministres de Macron sont en concurrence électorale avec le RN qu'ils parlent comme cela. En effet, ces dernières années, ils n'ont pas hésité à spéculer eux aussi sur les idées anti-immigrés et antimusulmans. En janvier dernier, le gouvernement a fait voter une des lois les plus répressives depuis quarante ans contre les conditions d'existence des travailleurs immigrés.

Quant aux tribunaux, dont Dupond-Moretti est le ministre, à l'image du reste de l'appareil d'État et de la police, ils ne sont pas si neutres par rapport à ces idées-là. Les forces de police, pour leur part, ne cessent d'exercer leur violence et



Justin Piccaud SIPA

leurs discriminations à l'égard des populations immigrées dans les quartiers populaires. Ces dernières années, les idées fascisantes prospèrent particulièrement dans les corps armés de l'État. L'appareil d'État en France s'est nourri de décennies de colonialisme et d'exploitation des travailleurs. Il est imprégné de préjugés racistes, ainsi que du respect des riches et des bien-nés. Quant aux politiciens, ils ont de multiples fois

montré qu'ils pouvaient jouer avec n'importe quel préjugé du moment que cela pouvait leur rapporter des voix.

Au-delà de la prise de position du ministre, dictée par l'actualité médiatique, ce ne sont donc pas cet État ni sa justice qui protégeront la société de la montée du racisme.

Binationaux : une campagne xénophobe odieuse

Dans son programme pour les élections législatives, le RN parle d'interdire aux binationaux l'accès aux postes les plus stratégiques de l'État comme la sécurité et la défense.

S'attaquer aux binationaux n'est pas chose nouvelle au RN. Du temps de Jean-Marie Le Pen, le programme prévoyait la suppression pure et simple de la double nationalité. En 2017, Marine Le Pen défendait l'interdiction de la double nationalité aux extra-européens. Puis avec la stratégie de dédramatisation du parti, cette proposition est sortie du programme pour être remplacée par celle de réviser la Constitution afin d'interdire l'accès des binationaux à certaines professions. Cette proposi-

tion de loi constitutionnelle a d'ailleurs été faite par le RN à l'Assemblée nationale en janvier dernier.

Après l'annonce de la mesure par Jordan Bardella, Roger Chudeau, député RN, l'a justifiée en attaquant Najat Vallaud-Belkacem sur sa binationalité, arguant qu'elle posait un « problème de double loyauté » lorsqu'elle était ministre de l'Éducation nationale... Des propos jugés si absurdes que le RN a opéré un rétropédalage en proposant de limiter l'accès des binationaux uniquement aux emplois dits sensibles liés à la sécurité et à la défense. Mais là encore, les services travaillant dans le renseignement ont dénoncé l'aspect contre-productif d'une telle mesure en matière de lutte contre le terro-

risme.

Si cette proposition est jugée absurde en haut lieu, il n'en demeure pas moins qu'elle suscite de l'inquiétude parmi les 3,5 millions de travailleurs binationaux. Ils sont nés en Algérie, au Maroc, au Liban ou au Cameroun... avant d'émigrer avec leurs parents. D'autres sont nés en France de parents étrangers. Enfin, certains se sont installés ici à l'âge adulte et ont acquis la nationalité française par mariage. Tous peuvent ainsi se sentir désignés comme cible.

Leur crainte est légitime car c'est évidemment un signal du RN en direction de l'électorat xénophobe, lui indiquant qu'il prendra des mesures contre les étrangers.

Répression ou Justice Sociale ?

Pendant la campagne électorale, nous avons été les seuls à dénoncer l'appauvrissement des quartiers populaires dû à la voracité des capitalistes qui, en cette période de crise, décident d'augmenter les prix pour faire exploser leurs profits.

Les plus pauvres sont concentrés dans des immeubles délabrés, sans espoir d'amélioration. Les candidats dits de gauche n'avaient même pas un début de solution pour améliorer la situation. Leur seule réponse était la répression : plus de policiers, plus de

gendarmes, et couper les allocations familiales pour les familles des enfants délinquants. Les classes populaires des quartiers pauvres ne doivent pas faire confiance à ces politiciens qui ne cherchent qu'à obtenir des postes.

Il est temps pour les travailleurs de prendre les choses en main. Les travailleurs produisent tout, ils doivent pouvoir gérer et décider des actions à entreprendre pour améliorer leur sort. Une société plus juste passe par l'amélioration des conditions de

vie, par l'accès à l'éducation, à la culture.

Lutte Ouvrière continuera de défendre ces valeurs et de se battre pour une société où chacun a sa place, où les enfants peuvent rêver et construire un avenir meilleur, sans être entravés par les barrières de la pauvreté et de l'exclusion.

Pour cela il faut mettre les capitalistes hors d'état de nuire !

Le capitalisme, c'est la guerre. La révolution nous coûtera moins cher !

L'entreprise Delair vient de se voir confirmer avant les dernières élections par une représentante de l'État une subvention de 600 000 euros par le fonds public France Relance. C'est ce que Macron appelle « l'Europe de la Défense ».

Delair s'est spécialisée dans la production de drones militaires destinés à être utilisés, entre autres, par l'armée ukrainienne dans le conflit qui l'oppose à la Russie.

Produire des engins de mort

permet aujourd'hui aux capitalistes français de réaliser de confortables profits... loin d'un front situé à 3000 kilomètres !

Ce sont aussi 600 000 euros d'argent public qui n'iront pas aux logements sociaux, à l'éducation nationale ou aux hôpitaux en France.



Respect de l'environnement : promesses et travaux à la traîne

La décharge de la Jamaïque a accueilli les déchets du Nord et de l'Est de l'île pendant des décennies. Arrivée à saturation, elle a fermé ses portes en 1993.

Cependant sa proximité avec le littoral menace la mer et la nappe phréatique de pollution par le lixiviat qui s'en écoule.

Une mise en garde de la municipalité dyonisienne par l'État en 2012

n'a pas été suivie d'effet. Dix ans plus tard, Macron et son gouvernement établissait un plan de résorption des décharges littorales sans qu'aucun début de chantier n'ait été lancé en 2024.

Le coût des travaux nécessaires à la mise en sécurité du site avait été établi à 5 millions d'euros en 2019. Il est monté à 9,5 millions en 2024.

En période d'élection, candidats

de gauche, de droite ou du centre n'ont que la protection de la planète à la bouche, mais, une fois élus, ils s'assoient sur leurs promesses se renvoyant la balle quand il s'agit de dégager les financements nécessaires.

Quand il s'agit du devenir de la planète et de l'humanité, il n'y a pas d'argent, mais quand il s'agit d'arroser le grand patronat, ils savent ouvrir les vannes en grand !

BTP : syndicats et patrons, main dans la main

Vendredi 14 juin, patrons du BTP, représentants de l'État, des collectivités locales, bailleurs sociaux et dirigeants de syndicats de salariés étaient réunis pour décider de combien de millions d'argent public allaient être mis sur la table pour venir en aide à la filière BTP, déclarée en crise par les patrons et les syndicats.

Cette réunion fait suite à deux journées de «grève» de salariés en mai, appelée par les syndicats pour réclamer que des fonds soient débloqués et que les verrous administratifs soient levés pour que les entreprises aient du grain à moudre.

Les syndicats ont justifié leur action par la crainte de voir les ouvriers se retrouver sans emploi à cause d'une baisse d'activités.

Cette nouvelle rencontre a accouché d'un «Comité de crise du BTP», un machin qui regroupera tous ces «partenaires» et qui sera amené à se réunir mensuellement pour suivre l'évolution de l'activité,

autrement dit, pour voir si les chantiers sortent de terre...

L'État a annoncé une enveloppe complémentaire à la LBU (ligne budgétaire unique) de 5 millions d'euros, «en contrepartie d'un financement complémentaire équivalent apporté par les bailleurs». La Région s'est engagée à voter un budget complémentaire d'investissement de 41,6 millions d'euros en crédits de paiement et à réhausser immédiatement le montant des avances dans ses nouveaux marchés publics. Le Département à « abonder par un budget supplémentaire de 20 millions d'euros l'effort d'investissement départemental ».

Bref, selon la préfecture, c'est pas moins de 503 millions d'euros qui seront engagés entre juin et décembre 2024 et qui tomberont d'une manière ou d'une autre dans l'escarcelle des capitalistes du BTP.

Il n'en faut pas plus pour satisfaire les syndicats. Le représentant de FO-BTP, a déclaré que « c'est

une victoire puisque les entreprises ont la balle dans leur camp, maintenant. Les collectivités ont fait le boulot ».

Les syndicats mettent ainsi toute leur confiance dans les patrons et espèrent qu'au mieux, ceux-ci préserveront les emplois.

En s'acoquinant avec les patrons, les syndicats font croire aux travailleurs que leur sort est lié à celui de leurs exploiters.

En agissant ainsi, ils contribuent à leur obscurcir l'esprit et à les amener à renoncer à la lutte.

Alors que si les travailleurs veulent obtenir de meilleurs salaires, empêcher les licenciements, ne plus subir la précarité, ils doivent, au contraire, en toute conscience, lutter collectivement pour imposer de prendre sur les profits patronaux.

Pour cela, ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces.

Augmentation des salaires : ne comptons que sur nos luttes !

Après l'augmentation du prix de l'électricité de 9 % en février, l'envolée insensée des prix des fruits et légumes en ce début d'année, c'est au tour des compagnies aériennes de nous annoncer qu'elles ont décidé d'augmenter leurs tarifs de 10 % à partir de mai au départ de La Réunion.

Les assurances (voiture, loge-

ment) ne sont pas en reste qui augmentent aussi cette année le montant de leurs cotisations dans les mêmes proportions.

Pas un mois ne passe sans de nouvelles hausses de prix.

Les augmentations de salaires, retraites et minima sociaux, leur alignement sur la hausse réelle des prix, sont plus que jamais des objectifs à

atteindre et donc des combats inévitables à mener pour la classe ouvrière.

Car dans ce domaine, les travailleurs n'ont rien à attendre des beaux parleurs, quels qu'ils soient, qui seront élus à partir du 7 juillet !

DANS LES ENTREPRISES

EDF Réunion : Agence unique, agents multifonctions, mais avec des salaires uniques ?

Au centre EDF Réunion, les usagers sont accueillis en fonction de leurs spécificités et de leurs demandes : particuliers, professionnels, entreprises (« tarif vert »), raccordements électriques, installations photovoltaïques, et jusqu'à présent ils étaient orientés vers les différents services concernés.

La direction veut changer tout cela. Elle a l'intention de mettre sur pied une « agence unique » où les employés de ces différents secteurs seraient basculés dans un seul service et devraient être capables, selon elle, de répondre indifféremment aux besoins de ces différents usagers.

Elle tente de faire passer son projet auprès des salariés concernés en précisant que la modification qu'elle veut apporter à l'organisation actuelle du travail se ferait « au volontariat ».

Aujourd'hui, l'intensité du travail sur les plateaux clientèle (usagers do-

mestiques) et chez les professionnels est maximum et l'effectif est à l'os.

Les arrêts maladies et les remplacements tardifs des départs (vers d'autres services, à la retraite) font que les chefs de service refusent fréquemment aux agents de prendre leurs congés annuels ou leurs RTT. Il arrive même parfois que ces derniers soient rappelés sur leurs congés pour permettre aux services de fonctionner vaille que vaille !

Quand les agents rappellent cela à la direction, celle-ci se réfugie derrière ses chiffres bidonnés tels que le « taux de satisfaction de la clientèle » qui serait, selon elle, dans le centre de 93 % !

Elle omet cependant en toute conscience de préciser que nombre d'usagers finissent par renoncer à leur appel à EDF faute d'avoir pu contacter un interlocuteur au bout du fil après de longs moments d'attente !

Mais derrière le projet de modification de la direction se cache bien entendu un objectif peu avouable, c'est de réaliser encore plus d'économies sur le dos des agents et des usagers.

Aujourd'hui les agents qui évoluent d'un poste, d'un service à l'autre, peuvent obtenir à la clé des augmentations de salaires.

En mixant tous les métiers, elle aura le moyen de les ramener tous vers le bas. Quant aux usagers, il n'est pas sûr qu'ils gagnent au change car ils se retrouveront avec des employés encore plus surbookés qu'aujourd'hui !

Si les travailleurs des agences ne veulent pas faire les frais de ce nouveau chambardement dans leurs services, il leur faudra exiger les moyens humains et pécuniaires pour ne pas être les dindons de la farce !

DANS LE MONDE

NIGER

Une mine de profits

Le 20 juin, la junte militaire nigérienne a retiré à l'entreprise française Orano le permis d'exploiter la mine d'Imouraren. C'est un des plus grands gisements d'uranium au monde, avec des réserves estimées à 200 000 tonnes. 20 % des importations françaises de ce matériau qui alimente les centrales nucléaires viennent du Niger.

Orano est une des plus grandes entreprises d'enrichissement d'uranium dans le monde, avec 4,8 milliards de chiffre d'affaires en 2023. Héritière d'Areva, démantelé après plusieurs scandales, le groupe

est le lointain descendant du programme nucléaire militaire lancé par la France dans les années 1950, et qui a surtout consisté à piller les ressources des colonies comme le Gabon ou le Niger. Après leur indépendance, des accords leur ont été imposés, prévoyant par exemple de réserver l'uranium nigérien à la France. Pendant des dizaines d'années, cette richesse du sous-sol n'a rien rapporté à la population de ce pays parmi les plus pauvres du monde. C'est dire si l'histoire du groupe est intimement liée à celle de l'impérialisme français en Afrique.

Toute l'histoire du Niger est une alternance de rares tentatives d'imposer à Areva des conditions plus favorables et de longues périodes de soumission des régimes en place aux volontés du trust. La présence de l'armée française et les capacités de corruption des gouvernements français ont été déterminantes en la matière.

Areva puis Orano ont fait depuis quarante ans de juteux profits en exploitant le sous-sol nigérien, obtenant toutes sortes d'exonérations de taxes et d'impôts des anciens dirigeants inféodés à la France. La population ni-

gérienne ne versera pas une larme sur le départ d'Orano, même si la situation risque de ne pas beaucoup changer pour elle. Les militaires remplaceront sans doute les diri-

geants corrompus à la mangeoire, et détourneront comme les autres les richesses du pays. Et même s'ils cherchaient un autre exploitant à de meilleures conditions, ils seraient

soumis aux lois du marché, ce marché capitaliste qui étouffe les pays pauvres. Secouer les liens de l'impérialisme nécessite de s'attaquer au capitalisme lui-même.

KENYA

Président assassin, FMI criminel

Depuis le 18 juin, les manifestations se sont multipliées à Nairobi, la capitale du Kenya, contre un projet de budget prévoyant de nouvelles taxes. La répression a fait au moins 39 morts, mais le projet a dû être retiré, au moins pour l'instant.

C'est pour garantir au FMI le remboursement des emprunts contractés que le président William Ruto voulait instaurer ces taxes sur le pain, l'essence, les véhicules, étranglant un peu plus la population.

Les affrontements ont commencé le 18 juin, quand des milliers de jeunes sont descendus dans la rue, répondant à l'appel lancé sur les réseaux sociaux par le groupe « occupy Parliament » (occuper le Parlement). Pendant des heures, chantant et pro-

voquant la police par leurs danses, ils ont occupé le terrain pacifiquement, jusqu'à ce que les policiers s'en prennent à eux avec gaz lacrymogènes et canons à eau. Les jours suivants, le mouvement s'est étendu à plusieurs grandes villes, et le 25 juin les manifestants ont réussi à forcer les barrages et à pénétrer à l'intérieur du Parlement, en incendiant une partie. Le gouvernement a alors déployé l'armée, qui a ouvert le feu. Le lendemain, William Ruto annonçait le retrait du projet de budget.

Dans les manifestations, les pancartes « Ruto démission » ont rapidement côtoyé celles demandant le retrait du projet de budget. Ruto est un riche homme d'affaires, bien à l'image d'une classe dirigeante qui

accapare les richesses et suscite l'indignation par sa corruption éhontée. Pendant ce temps, un million de personnes s'entassent dans le bidonville de Kibera, où sévit le choléra, au milieu des immondices et où de l'eau polluée est le seul liquide pour se désaltérer. À Nairobi, la plupart des travailleurs vivent de petits métiers, au jour le jour, sans garantie pour le lendemain. Ils doivent subir les exactions d'une police gangrénée par la corruption qui règne de haut en bas de l'appareil d'État.

C'est contre ce régime odieux que s'est révoltée la jeunesse, contre cet auxiliaire des banquiers internationaux qui sucent le sang des travailleurs kényans.

MAYOTTE

Le poison de la xénophobie

Macron et les dirigeants mahorais dits des « Forces Vives », veulent supprimer dans ce département un droit commun sur tout le territoire français, le droit du sol.

À l'origine, au milieu du 19ème siècle, ce droit accordait la nationalité française à tout enfant né sur le territoire français. Depuis, bien des tripatouillages opportunistes sont intervenus qui compliquent la vie notamment des familles de travailleurs immigrés et de leurs enfants partout en France et surtout actuellement à Mayotte.

En poussant encore plus les mesures anti immigrés le gouvernement les désigne à la vindicte publique. Les Macron et Darmanin, cherchent

à dissimuler leur incurie en ce qui concerne les besoins élémentaires de la population.

Les travailleurs conscients ne

doivent pas être dupes : le premier responsable de la situation à Mayotte c'est l'État français au service des intérêts de sa bourgeoisie.



Camp de migrants africains au stade de Cavani- février 2024

À bas la répression coloniale !

Mercredi 19 juin, onze personnes, figures des mouvements indépendantistes, ont été interpellées par la police française en Nouvelle-Calédonie. Samedi 22 juin, alors que neuf de ces militants étaient placés en détention, sept d'entre eux étaient transférés dans la foulée, manu militari, à 17 000 km de là, dans des prisons de France métropolitaine, l'État français montrant ainsi qu'il n'a rien oublié de ses vieilles méthodes coloniales.

Les personnes arrêtées sont impliquées dans la CCAT, la Cellule de coordination des actions de terrain, mise en place par les partis indépendantistes pour s'opposer au projet de loi gouvernemental visant à dégelé le corps électoral calédonien. L'État français les accuse de « complicité de tentative de meurtre, de vol en bande organisée avec arme, de destruction en bande organisée du bien d'autrui par un moyen dangereux pour les personnes et de participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime ». Pas moins !

La CCAT est seulement responsable d'avoir organisé plusieurs manifestations depuis fin 2023, rassemblant contre ce projet de loi des dizaines de milliers de Kanaks et d'Océaniens. Le 13 mai, quand la loi a été votée à l'Assemblée nationale, c'est aussi la CCAT qui a organisé des barrages. Mais, sur le fond, c'est bien le gouvernement qui est responsable de l'explosion de colère qui depuis secoue l'archipel. Cette loi amènerait aux partis anti-indépendantistes des milliers de nouveaux électeurs, ce qui leur permettrait d'assurer leurs positions au sein des institutions de l'archipel. Elle est le symbole d'une politique coloniale qui vise à rendre toujours minoritaires les Kanaks dans leur propre pays. Elle est révoltante.

Mais si la mobilisation a pris après le 13 mai une telle ampleur, tournant à l'insurrection et aux



Macron en Nouvelle-Calédonie

émeutes, au-delà de ce que la CCAT avait initié elle-même, c'est que la question du dégel du corps électoral n'a finalement été que le détonateur. Il a fait exploser une profonde et légitime colère accumulée au sein de la population kanak et océanienne par des décennies d'oppression coloniale, de discrimination, de racisme.

Depuis le 13 mai, malgré la répression et la présence de 3 500 policiers et gendarmes, malgré l'arrestation de 1 500 personnes – plus de 1 % de la population kanak et océanienne – malgré les appels au calme répétés y compris par les notables kanaks, la mobilisation s'est maintenue. Mais que la CCAT ait été ou pas débordée, peu importe au gouvernement français. En arrêtant ses leaders, il entend faire payer aux indépendantistes même modérés le prix de leur opposition à la France coloniale, le fait d'avoir contribué à créer une situation où l'État français s'est retrouvé lui-même débordé. À la grande satisfaction des partis de la droite locale, proches de la bourgeoisie caldoche, l'État cherche des têtes à couper. Pour les Kanaks, ces éloignements forcés font écho aux déportations organisées dès 1853, après les premières révoltes contre la colonisation française. Ils sont la preuve en tout cas que la Nouvelle-Calédonie est toujours une colonie, et la France, un État colonial.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale *Lutte ouvrière*
 Commission paritaire n°
 1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
 ISSN : 2552-7282